

La transformation de notre agriculture est possible. Un collectif d'agronomes la propose !

Répondre aux crises agricoles par des lois rédigées dans l'urgence est révélateur de l'incompréhension d'une grande partie des mondes politique et syndical agricole face aux racines profondes de la crise que traverse l'agriculture et de ce que souhaitent une grande majorité de citoyens.

Les choix de politique agricole faits dans les années 1960, axés sur la production et la transformation agricole, doivent aujourd'hui être revus au regard des évolutions du climat, de la dégradation de la biodiversité et des sols, du droit fondamental d'accès de tous à une alimentation de qualité et des enjeux territoriaux, en particulier sur le plan social.

La recherche du maintien du statu quo actuel par certains lobbies ne fait qu'accélérer la disparition des exploitations agricoles au seul profit d'une agriculture de « firmes » capable d'affronter le marché mondial. Les citoyens souhaitent un environnement sain et une alimentation de qualité, et la plupart des agriculteurs ont pour demande essentielle de pouvoir vivre dignement de leur métier.

Cela passe, pour nous, par une profonde refonte des politiques publiques.

Créer enfin les conditions de la transformation agricole en France

Les agronomes considèrent que les réponses politiques actuelles, notamment l'allègement des normes et la focalisation sur la seule innovation technologique, ne sont pas suffisantes et cachent les véritables défis de l'agriculture : changement climatique, souveraineté alimentaire, décarbonation, biodiversité, renouvellement générationnel.

Depuis les années 1970, les agronomes ont d'abord cherché les meilleurs compromis entre protection des ressources naturelles et production agricole intensive (approche agroécologique, réduction des pollutions diffuses) puis travaillé sur les conditions techniques de la transition agroécologique (infrastructures agroécologiques, diversification des cultures, santé des sols, protection agroécologique des cultures, , reconnexion culture-élevage...). Cette dernière n'est plus une utopie mais les agronomes ont montré qu'outre un changement de modèle de consommation alimentaire, trois conditions majeures sont nécessaires pour sortir du statu quo mortifère dans lequel l'agriculture est aujourd'hui enfermée.

L'autonomie de l'entreprise agricole, condition de sa résilience climatique et économique

La performance en agriculture est encore trop souvent uniquement jugée à l'aune du volume de production, sans interroger l'impact que la taille de l'exploitation, la spécialisation et le volume de produits par travailleur ont sur la valeur créée, la dépendance aux achats d'intrants, les conditions de travail, la résilience et les impacts territoriaux. Or, cette performance basée sur la quantité de produits engendre une perte certaine d'autonomie, que ce soit au niveau de l'entreprise (dépendance aux intrants, au crédit, aux technologies numériques, aux filières...) ou à l'échelle de la ferme France (dépendance aux importations, vulnérabilité géopolitique, exposition aux marchés mondiaux). Le revenu de l'agriculteur dépend à la fois de sa productivité mais aussi de sa capacité à maîtriser ses charges et à créer de la valeur ajoutée. Les travaux des agronomes, qu'ils soient chercheurs ou agriculteurs innovateurs, montrent que le revenu de l'agriculteur est identique voire supérieur lorsque la reconception du système de culture est orientée vers un gain d'autonomie et de résilience. C'est alors l'intelligence des pratiques agronomiques qui doit être promue.

Sortir des coûts cachés, condition pour prendre en compte les services écosystémiques et les modèles agricoles vertueux à soutenir

Les modes de production agricole sont encore comparés sans intégrer leurs effets indirects (pollution des nappes phréatiques, des sols et des aliments, vulnérabilité climatique, dégradation

des sols...), sans considérer les échelles de temps et d'espace, ni les bénéfices cachés (autonomie, décarbonation, qualité des aliments, santé globale de l'environnement à l'humain...). Les coûts induits ne sont pas affectés aux systèmes qui les génèrent et sont pris en charge collectivement (la dépollution de l'eau par le prix de l'eau potable, la pollution chimique par la sécurité sociale...). Ainsi, tant que ces effets ne sont pas évalués précisément, le débat public oppose des performances apparentes à des coûts invisibles. Les pratiques agronomiques vertueuses conciliant écologie et économie doivent devenir le ciblage privilégié des soutiens publics. Ils sont de plus en plus documentés par les agronomes, en particulier à partir des innovations d'agriculteurs, ce qui permet de prendre en compte la diversité et la singularité des situations agricoles.

Le changement des règles du jeu dans l'ensemble du système agrialimentaire français,

Le système agricole et alimentaire français s'est construit à partir des concepts de spécialisation, d'intensification et de compétitivité. Il a été accompagné par la mise en place d'un système sociotechnique cohérent (formation, conseil, financement, recherche, politiques publiques, réglementation, filières). Transformer le système alimentaire en France est donc difficile, car même si les alternatives existent, elles sont difficilement adoptées tant que ces règles du jeu ne changent pas. Le problème n'est donc pas l'absence de solutions techniques, mais les conditions institutionnelles qui rendent le débat agricole prisonnier d'oppositions stériles. Une nouvelle politique, reliant agriculture, environnement, alimentation et santé, est devenue indispensable.

La transformation de notre agriculture est ainsi possible si les enjeux réels, économiques, environnementaux et sociaux, et ce, aux différentes échelles territoriales, sont partagés par les agriculteurs et les citoyens, permettant un véritable engagement collectif pour un nouveau pacte agricole et alimentaire.

Les agronomes sont prêts pour y prendre un rôle actif.

Les signataires

Marianne Cerf, Michel Duru, Marie-Hélène Jeuffroy, Antoine Messéan, Jean-Marc Meynard, Bertrand Omon, François Papy, Philippe Prévost, Guy Richard, Jean-Marie Seronie.

Tous les signataires sont à la fois membres de l'Association française d'agronomie et de l'Académie d'agriculture de France.